



Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,
Développement Durable,
Environnement,
Biodiversité,
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,
Infrastructures,
Risques Naturels,
Risques Technologiques,
Equipement, Logement,

Urbanisme,
Aménagement du Territoire,
Solidarité entre les
Territoires,
Renouvellement Urbain, Mer

Comité Social d'Administration Ministériel (CSAM)

CSA ministériel du 1^{er} février 2024 Déclaration de FORCE OUVRIERE Les agents du ministère de l'Ecologie ne sont pas des punching-balls !

Monsieur le Président
Mesdames, messieurs,
Chers camarades,

Le mouvement social en cours des agriculteurs, nous amène à constater une nouvelle fois que les travailleurs sont confrontés dans de nombreux secteurs à une même logique de dumping social et environnemental qui détruit leurs emplois et leurs salaires. La crise alimentaire démontre que les enjeux environnementaux et sociaux vont de pair : produire tout en respectant l'environnement et la santé à un coût, qui ne peut être supporté que si les salariés ont un emploi correctement rémunéré (à la fois les « producteurs » et les « consommateurs »). Pour cela, il faudrait s'extraire des logiques ultra-libérales sous-tendues par les traités de libre échange, basées sur la sous-traitance en chaîne et la rétribution du capital comme intermédiaire sans plus-value. Alors oui, tous ceux qui se battent pour vivre de leur travail sont légitimes, y compris les agents publics appelés à l'action le 19 mars prochain pour leurs salaires, mais ils ne doivent pas se tromper de cible.

Car cibler l'Environnement pour résoudre la crise agricole aujourd'hui, c'est préparer les crises de demain ! Et c'est un leurre pour les agriculteurs. Nous ne pouvons donc cautionner les attaques physiques contre nos services et établissements, et nous condamnons les attaques verbales du monde politique contre leur action.

AUDE : tentative d'incendie sur les locaux de l'OFB près l'explosion du bâtiment de la DREAL

COTE D'OR : inscription personnalisée pour des agents

COTE D'ARMOR : les agents obligés de se cacher pour rentrer chez eux

HAUTE LOIRE : dépôt de pneus et inscription collabo inscrit sur les pneus

NORD : déversement de fumier

ORNE : enrubannage des locaux

PUY DE DÔME : déversement de matériaux sur le portail

PYRENEES ATLANTIQUES : insultes et dépôt de pneus

La liste n'est pas exhaustive et s'allonge d'heure en heure, et ne prend pas en compte les actions touchant les DDT et DDPP.

Oui, contrairement aux mensonges du ministre de l'Intérieur dans les médias, des locaux du ministère ont bien été dégradés, voire détruits. Le choix du gouvernement de n'exprimer aucun soutien public à ses personnels tout en annonçant des mesures dangereuses en matière d'Environnement contribuent à faire des personnels du ministère de l'écologie les boucs émissaires des choix politiques et économiques gouvernementaux. Et nous ne pouvons l'accepter !

Pire, quand les agents portent leurs difficultés à réaliser leurs missions, expriment leur souffrance face à des conflits de valeur, et pointent le manque de soutien de leur hiérarchie, ils sont menacés de sanction disciplinaire !! Quand ils sont « traînés dans la bouse » nommément dans la presse locale ou sur des banderoles, cette même hiérarchie y compris préfectorale est beaucoup plus timorée à réagir..

FO demande que le ministère et l'ensemble de sa chaîne de commandement y compris au niveau départemental mette tout en œuvre pour assurer la protection de ses agents, et appelle le gouvernement à s'attaquer aux motifs réels de cette crise agricole.

La protection de nos collègues passe d'abord sur un soutien public du gouvernement aux agents du pôle ministériel soumis à des attaques sans précédent. En son absence, ne comptez pas sur notre présence pour siéger en cette instance.

Je vous remercie.